

Libre-échangistes et protectionnistes français dans la France des années 1840

F DEMIER

Il est utile pour éclairer le débat entre protectionnistes et libre-échangistes français de mettre en valeur le tournant des années 1840 qui ouvre une crise de la politique commerciale de la France dont l'issue ne sera trouvée que sous le Second Empire. Ce qui est remis en question, alors, c'est une politique qui a fait d'une protection douanière du territoire français la clef d'une industrialisation pensée en fait par les Girondins, durcie par l'Empire et qui s'est affinée sous la Restauration en distinguant l'entrée assouplie des « aliments de l'industrie » de la protection sans failles à l'égard des produits étrangers contenant du travail. Dominée par les cotonniers qui comme le député de Saint-Quentin, Delhorme en ont fait dans un esprit révolutionnaire « une insurrection de l'industrie française contre l'industrie étrangère », elle a eu alors un contenu progressiste, industrialisant et elle a été défendue aussi comme une politique sociale visant à « mobiliser les bras » dans une économie jusque là sous-développée. Cette option protectionniste a changé de nature, à partir de 1822, quand la propriété foncière a obtenu elle aussi, à l'occasion du virage à droite de Villèle, une protection qui s'est étendue progressivement aux matières premières permettant ainsi l'apparition d'un nouveau bloc capitaliste puissant ancré sur des assises domaniales étendues (forêt, fer, charbon...). La Révolution de 1830 a ébranlé cet édifice. D'abord parce que la monarchie de Juillet doit inclure désormais la politique douanière dans une diplomatie française des bourgeoisies libérales contrainte désormais de traiter avec l'Angleterre, la Belgique, le Piémont... à un moment où la paix européenne apparaît nécessaire pour enrayer le processus révolutionnaire. Cette ouverture est d'autant plus nécessaire que l'Europe s'industrialise, que le protectionnisme se généralise sur le continent et que des négociations s'imposent. Mais cette nouvelle contrainte géopolitique est à l'origine d'un débat national intense qui ne trouvera pas d'issue. Illustrant les impasses du nouveau système parlementaire des notables orléanistes, il sera une des composantes de la crise de 1848. A partir de 1840 et dans le sillage d'une première crise capitaliste d'ampleur, la lutte entre libre-échangistes et protectionnistes change de nature. Elle oppose en fait des économistes libéraux aux milieux d'affaires qui, à défaut de porte paroles prestigieux, disposent des clefs du pouvoir parlementaire. Elle évolue aussi dans la mesure où les économistes libéraux, pressés par la montée du socialisme et du radicalisme républicain, développent une lecture critique du capitalisme français dont le prohibitionnisme et la rente qu'il assure apparaissent comme une résurgence

des privilèges d'une aristocratie d'ancien régime à laquelle on oppose un libre-échange qui jouerait alors en faveur d'une égalisation des conditions sociales. La disproportion des forces entre une majorité protectionniste et la minorité libre-échangiste assure le maintien d'une politique que Guizot ne parviendra pas à faire évoluer. Au-delà, le caractère régional encore très contrasté des intérêts économiques multiplie les failles et les conflits dans une politique commerciale dont les contradictions ne seront dénouées que dans le régime autoritaire du Second Empire.